

FORUM DE LA RÉGULATION , 9-10 OCTOBRE 2003

**LE RÉGIME INTERNATIONAL EST TOUJOURS DOMINANT**

Par François FOURQUET

LED, Université Paris 8

14.9.03

**TABLE DES MATIÈRES**

Introduction: déplacer la perspective, voir le monde en lui-même.....	1
Problèmes de définition.....	2
Économie nationale, économie-monde, économie mondiale?.....	3
1) <i>L'unité de base de l'histoire économique est l'économie-monde, et non l'économie nationale.....</i>	3
2) <i>L'économie-monde est l'aspect économique d'une civilisation.....</i>	4
3) <i>Les économies-monde ont fusionné au 19<sup>e</sup> siècle en une économie mondiale unique.....</i>	4
La dialectique unité économique et culturelle / division étatique.....	4
Le hégémonie du capital: une structure de longue durée dans l'histoire européenne.....	5
Le 19 <sup>e</sup> siècle, siècle du décloisonnement du monde et des nationalismes (1815-1914).....	6
Une guerre de trente ans qui fragmente le monde (1914-1945).....	7
La guerre froide durcit le cloisonnement (1947-1989).....	8
La fin du socialisme et la relance de la mondialisation (1968-1989).....	10
Le siècle de division internationale(1880-1980) et la guerre de succession (1914-1989).....	10
Les système des États-civilisations.....	11
Conclusion: penser mondialement.....	12
Bibliographie.....	14
Annexe 1. Le régime international dans la théorie de la régulation.....	15
Annexe 2. Une théorie du pouvoir mondial.....	19

**Introduction: déplacer la perspective, voir le monde en lui-même**

Cette contribution vise à mettre en question un point central de la théorie de la régulation (TR): la hiérarchie entre les formes institutionnelles, et à montrer que le régime international est toujours dominant. Ma critique est amicale: elle invite la TR à étendre le champ de ses concepts à l'ensemble du monde.

Dans sa contribution à l'*Année de la régulation* n°3 de 1999 [AR 1999], Robert Boyer estime que le nouveau régime de croissance gouverné par la finance mondiale diffère du fordisme en ceci que, désormais, le régime international domine, alors que rapport salarial, jadis dominant, est aujourd'hui le plus dominé de toutes les formes institutionnelles. Ainsi, l'articulation des formes institutionnelles varie selon les régimes; la forme internationale peut fort bien être dominée, ce qui était le cas pour la période fordienne.

La représentation épistémique proposée par R. Boyer évoque les discussions des années soixante autour de la thèse de Louis Althusser sur la notion de contradiction dans la théorie marxiste: s'il est vrai que la contradiction entre forces productives et rapports de production est dominante, elle peut être "surdéterminée" par le contexte; et dans une société donnée, une contradiction politique peut s'avérer dominante.

Cette représentation est enfermée dans le cadre d'une société abstraite, d'une société en général, un type idéal bricolé par le chercheur à partir de son expérience courante, celle d'une société nationale surmontée par un Etat qui concentre la "sphère politique", fait régner l'ordre public et mène une politique économique. Le reste du monde fait de la figura-

tion; il est relégué dans les coulisses et c'est la société nationale qui, placée sur le devant de la scène, est éclairée par l'analyse. L'économiste considère alors l'économie nationale et procède à sa modélisation en supposant, pas toujours de manière consciente, "toutes choses égales d'ailleurs"; le monde se fige, son mouvement est suspendu, et le chercheur n'étudie que le mouvement interne de la société nationale. (1)

Mon propos est de montrer que l'international n'est pas au bord, mais au cœur d'une société nationale. Quelle que soit la période, les rapports mondiaux dominent toujours les rapports nationaux. Cette domination peut être discrète, elle n'en est pas moins efficace. Il ne s'agit pas d'une causalité linéaire du type A->B, tel événement A entraîne un événement B. Il s'agirait plutôt d'une causalité par imprégnation. Un modèle de cette forme de causalité est donnée par Marcel Mauss dans son concept de fait social total: dans chaque phénomène social le chercheur trouve la société tout entière. À la limite, *tout fait social total est mondial par essence*.

Je propose donc de déplacer la perspective, et de considérer le monde lui-même (en l'espèce, l'économie mondiale, mais nous sommes tous d'accord pour ne pas isoler l'économie du reste de la société). Alors se révèle un nouveau paysage, de nouvelles relations de causalité. Rien, absolument rien de ce qui se passe à l'intérieur de la société nationale n'est indépendant du reste du monde. On entr'aperçoit une *société mondiale* englobant les sociétés nationales, et bien d'autres choses encore (Fourquet, 1998).

### Problèmes de définition

J'ai voulu déterminer le sens des concepts. Pour le rapport salarial, pas de problème: même si on s'est écarté de la tradition marxiste, il n'y a pas lieu ici de chipoter: le rapport salarial, c'est le rapport capital/travail envisagé sous tous ses aspects.

Par contre, l'étude du régime international m'a donné du fil à retordre. Pour alléger ce papier, je renvoie en annexe 1 le résultat de ma compilation. À s'enfermer trop tôt dans une définition dogmatique du régime international, on risque de perdre la vue mondiale pour s'enliser dans des discussions byzantines sur le point de savoir si les changes flottants forment un "régime" monétaire, ou un simple "système". Je pose cependant le principe suivant: qu'il s'agisse d'une régulation marchande ou d'une régulation d'Etat, *il y a toujours régime international* dans la mesure où l'État est impliqué pour imposer des règles. Le libre échange n'a rien de spontané; il nécessite de longues négociations et l'institution de règlements, de pratiques, de principes aussi consistants que ceux du protectionnisme.

Avec un peu d'audace, on peut assimiler les régimes internationaux aux rapports de forces internationaux. En effet, un régime international, en tant que forme institutionnelle, est la codification des rapports de la nation avec le reste du monde. Or, cette codification intervient seulement au terme de luttes sur l'arène mondiale; on signe alors un armistice et on enregistre les compromis. Lorsque les institutions fonctionnent, le rapport des forces est caché; on dirait que la structure institutionnelle marche toute seule. Mais il n'en est rien; les forces sont toujours là, simplement assoupies, jusqu'à ce qu'elles s'éveillent pour engager une nouvelle guerre. Analyser seulement les règles, c'est autopsier le résultat "pratico-inerte", comme aurait dit Sartre (1960), du mouvement vivant. Autant observer directement ce mouvement.

La hiérarchie n'est, selon R. Boyer, qu'une des articulations possibles des formes institutionnelles. La complémentarité, par exemple, est censée rendre compte de la compatibilité entre le rapport salarial fordiste, l'offre nationale de monnaie et le cloisonnement du système international. Mais la question persiste: pourquoi donc une forme jadis dominée a-t-elle pu devenir dominante? Ma réponse est que le leader mondial, même discrètement retiré derrière un organisme international qu'il a institué et qui laisse la possibilité

---

**1. Le monde est-il absent du noyau conceptuel de la TR?** C'est le cas d'un schéma conçu par quelques-uns des fondateurs de la TR en vue de "renouveler la compréhension du fordisme": la régulation y est pensée comme l'articulation complexe de quatre "ordres": économique bien sûr (accumulation intensive), domestique (la femme au foyer), social (protection sociale du salariat) et enfin discursif (doctrine keynésienne). La dimension mondiale en est complètement absente (*L'état des savoirs*, p. 550).

aux pays membres de moduler comme bon leur semble l'offre interne de crédit, pourvu qu'ils remplissent leurs obligations de stabilité du change, continue à l'influencer, parfois la manipule, exerce une pression forte sur les pays subordonnés. Par exemple, le président Nixon a démolé en 1971 le système de Bretton Woods, rien qu'en abandonnant la convertibilité du \$, décision souveraine à laquelle aucun pays ne pouvait trouver à redire, bien qu'elle détruisît un service collectif mondial.

Il y a donc, derrière un régime international, un compromis noué par des puissances et garanti par celle qui a le leadership et qui est portée pour ainsi dire "au-dessus d'elle-même" à la direction de l'économie mondiale. Son pouvoir est bien supérieur à son poids en termes de PIB; il ne lui est donc pas propre, il lui vient de sa fonction de leader, plus ou moins reconnue par les partenaires, même par ceux qui lui sont hostiles. Sa puissance est donc une surpuissance, provenant du captage de la puissance du monde, du simple fait qu'il en est le leader. Ainsi, l'explication de la transition d'un régime à l'autre suppose une théorie du pouvoir mondial (comment il naît, fonctionne et finit par mourir). Faute de place, je relègue en annexe 2 des matériaux pour construire cette théorie.

En résumé: un régime international est toujours dominant, parce qu'il est voulu et porté par une puissance dominante au sein d'un ordre mondial dont elle est la garante.

### Économie nationale, économie-monde, économie mondiale?

Il s'agit maintenant d'illustrer cette thèse et de parcourir l'histoire à grand pas pour examiner le lien entre régime international et rapport salarial à l'échelle du monde et sur la longue durée. Il est risqué de prétendre embrasser d'un coup d'œil la longue histoire de ce lien. Qui trop embrasse, mal étreint. Mais les grandes vues, s'il est facile de les critiquer, apportent des éléments nouveaux qui n'apparaissent pas dans une vue nationale sur un ou deux siècles.

Il faut aussi choisir le cadre de l'enquête. Suivant la leçon des historiens (2), je propose trois thèses:

- L'unité de base de l'histoire économique est l'économie-monde, et non l'économie nationale;
- L'économie-monde est l'aspect économique d'une civilisation;
- Les économies-monde ont fusionné au 19<sup>e</sup> siècle en une économie mondiale unique.

#### *1) L'unité de base de l'histoire économique est l'économie-monde, et non l'économie nationale*

La notion d'économie-monde a été proposée par Fernand Braudel en 1949. Trois "règles" la caractérisent: 1) bien que géographiquement étendue et "économiquement autonome", elle n'est qu'un "fragment de l'univers", dont les frontières sont floues et "en général peu animées"; 2) elle est dirigée par "une ville capitaliste dominante" située au centre des savoir-faire et des circuits commerciaux, captant la richesse marchande, s'appuyant sur un groupe de villes-relais actives. Dans cette "ville-monde" habite l'élite du "capitalisme", dont Braudel a une conception bien différente de celle de Marx: ce n'est pas un "système", mais un groupe social haut placé dans la société et à l'aise dans le vaste champ de l'économie-monde, et même au-delà; 3) l'économie-monde est différenciée en trois zones formant un ordre: un centre comprenant la ville-monde et son environnement, une seconde zone riche mais subordonnée au centre, et une périphérie soumise, sinon colonisée. Braudel a étudié surtout l'économie-monde européenne, formée lentement avec le réveil urbain entre 11<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> siècles; son récit laisse deviner, dans le lointain, la présence des autres économies-mondes: musulmane, indienne, chinoise, russe...

---

**2. Les historiens** qui ont inspiré la rédaction de cet essai sont trop nombreux pour que je les cite. Les principaux sont ceux de l'école française des *Annales*, au premier chef Fernand Braudel, Pierre Chaunu et Georges Duby; et, par ailleurs, Arnold Toynbee, l'historien des civilisations. J'ai bien utilisé aussi l'œuvre d'Eli Heckscher, l'historien du mercantilisme, et celle de Paul Bairoch, pleine d'aperçus. Jean Baechler, un sociologue français, explique bien le lien entre la genèse du capitalisme et la structure politique divisée de l'Europe médiévale.

L'économie-monde est aussi une notion temporelle. Son espace varie lentement dans la longue durée. D'autre part, les villes-monde se succèdent: en Europe, les cités-Etats italiennes se disputent la direction; la victoire de Venise est acquise au 14<sup>e</sup> siècle, avant que les grandes découvertes fassent pivoter l'Europe vers l'Atlantique et donnent l'avantage à Anvers, puis (après un intermède génois) à Amsterdam. Dans la seconde moitié du 18<sup>e</sup> siècle, Londres s'emparera du sceptre de l'économie-monde, mais devra le passer à son tour à New York, dans les années 1920. Enfin, les fluctuations économiques — trend séculaire des historiens, cycles de Kondratieff ou de Juglar — se répandent sur l'économie monde, comme les ondes liquides qui vibrent à la surface d'un lac et viennent mourir sur ses rives; c'est elles qui définissent l'étendue d'une économie-monde.

L'ordre d'une économie-monde n'est pas rigide comme une hiérarchie; il a la forme du réseau, il est souple, mais néanmoins efficace; c'est un champ mouvant de forces bien plus fluides et diversifiées que les seuls Etats (3).

### 2) *L'économie-monde est l'aspect économique d'une civilisation*

L'économie-monde n'est que l'aspect économique d'une civilisation (européenne, indienne, chinoise, musulmane, etc.). Pour Arnold Toynbee, la notion de civilisation est l'unité intelligible de l'histoire; c'est une société plus vaste que les sociétés nationales qui se sont formées en leur sein. Certaines économies-monde exercent même une influence au delà de leur limites géographiques. Etonnante rencontre entre un historien "matérialiste" et un historien ouvertement "spiritualiste", puisque pour Toynbee c'est la religion qui unifie une civilisation.

### 3) *Les économies-monde ont fusionné au 19<sup>e</sup> siècle en une économie mondiale unique.*

Les civilisations naissent à plusieurs et nouent entre elles des relations dès leur naissance (avant même leur naissance!); coupées de leurs relations au tout, elles deviennent des fictions. La seule unité vraiment intelligible est donc le monde entier considéré dans sa plus vaste étendue (le monde habité, l'écomène - l'*oikouménè* des anciens Grecs) et sa plus longue durée. En outre, si on peut contester l'idée de fusion moderne des civilisations en une civilisation unique, il ne fait pas de doute que les économies-monde, encore autonomes au milieu du 18<sup>e</sup> siècle, ont été absorbées au cours du 19<sup>e</sup> par l'économie-monde européenne qui, à la faveur de l'industrialisation du monde, les fond dans un ensemble unique, mal ficelé certes, mais cohérent: l'économie mondiale.

## **La dialectique unité économique et culturelle / division étatique**

Comment situer cette histoire des économies-monde par rapport à la formation des Etats? Il faut remonter très loin dans le passé sans s'arrêter au 19<sup>e</sup> siècle, quand les jeux sont déjà faits. Les premiers États "territoriaux" (il n'est pas encore question de nation) surgissent des décombres de l'empire romain, de l'empire carolingien et du Saint empire romain germanique. La guerre entre la papauté et l'empire, en épuisant les deux adversaires, enfante simultanément d'une part les cités-Etats italiennes et flamandes, berceaux du capitalisme moderne, et d'autre part les États territoriaux, ancêtres des États nations modernes. Les papes, dévorés par l'ambition de mettre à la raison les empereurs, les affaiblissent en consacrant l'autorité des rois censés leur rendre hommage, espérant ainsi imposer la papauté comme seule autorité transcendante de la Chrétienté. Ils échouent; cet échec ruine l'unité politique de l'Europe et consacre définitivement sa division.

Les États royaux, dès leur naissance, se font une guerre perpétuelle; ils se développent par la guerre et s'organisent pour la guerre; les dépenses de guerre gonflent leur budget; ils sont tendus vers un but unique: unifier le territoire et construire une puissance, explique Eli Heckscher, le grand historien du mercantilisme (1931). Ils ne naissent pas séparément pour se rencontrer ensuite sur un champ de bataille; ils naissent les uns avec les

---

**3. Histoire de l'économie-monde.** Pour plus de détail, lire les premiers chapitre du livre 3 de l'œuvre maîtresse de Braudel (1979). Mais il s'arrête à la révolution industrielle. Pour aller au delà, il faudra nous débrouiller avec d'autres sources. C'est ce que j'ai essayé de faire dans un polycopié pour étudiants, *Une histoire de la mondialisation*, à paraître, peut-être, un jour en librairie.

autres, les uns contre les autres au sein d'une même civilisation unifiée par la religion et l'économie marchande, mais divisée par la guerre et la politique.

Le point essentiel, c'est que, grâce aux villes et aux cités-Etats souveraines, l'économie-monde européenne s'est précocement formée bien avant que les États territoriaux aient assez de force pour les étouffer. Ils grandissent en s'efforçant de capter cette mystérieuse richesse marchande qui circule le long des réseaux de l'économie-monde, si étrangère à la richesse territoriale d'origine agricole. Ils profitent de la longue croissance de l'Europe, à peine interrompue par la peste noire et la récession qui s'ensuivit. Cette avance à l'allumage des cités-Etats et du capitalisme fut, dans le scénario de Braudel, un "colossal événement".

L'économie-monde ne peut se développer que sur fond d'unité culturelle de l'Europe, qui s'appelle alors "Chrétienté"; seule la confiance que donne l'appartenance à une même civilisation rend possible la circulation des personnes, des marchandises et de la lettre de change. L'économie européenne existait déjà quand les États territoriaux naissaient à peine; ils ont été portés par elle, grossissant à proportion de leur capacité à y prélever de quoi se financer. S'ils se montraient trop avides, la richesse filait ailleurs, invitée par des princes plus accueillants. C'est donc la division politique de l'Europe qui a rendu possible le capitalisme.

Voilà mise en place une structure de très longue durée de l'histoire de l'Europe: une dialectique entre division politique et unité économique et civilisationnelle. L'Europe n'est pas faite d'États territoriaux juxtaposés, mais d'un ensemble cohérent politiquement divisé; les rapports entre États — matrice des "régimes internationaux" — se déploient sur fond de cette unité. Lorsque les États européens atteignent l'âge de leur personnalité juridique à l'époque des traités de Westphalie (1648), l'économie-monde européenne, déjà très ancienne, était dirigée par une ville-monde prestigieuse, Amsterdam.

L'économie mondiale d'aujourd'hui, fondamentalement, reste une économie-monde dilatée à la dimension de la planète entière; elle conserve les caractères et les formes d'ordre fluides propres à ses ancêtres. Elle est pilotée par une ville-monde, qui n'est pas New-York seule, mais plutôt le complexe formé par l'union indissoluble de New York et de Washington, siège du gouvernement fédéral (donc du Trésor), du FMI et de la Banque mondiale. Elle a un centre (les États-Unis), une seconde zone (l'Europe, le Japon, les autres pays de l'OCDE), et une périphérie (le Sud), et sans doute une quatrième zone intermédiaire composée des nouveaux pays industrialisés.

"Économie internationale" et "économie mondiale" désignent non pas deux réalités distinctes, mais plutôt deux niveaux ou deux manières différentes d'analyser une même réalité. La première désigne les relations économiques entre États ou "économies nationales" (si toutefois ce terme a un sens aujourd'hui); la seconde renvoie aux flux proliférants qui traversent les frontières, subvertissent ou contournent les territoires, sont à la fois productifs, financiers, monétaires, institutionnels, mais aussi culturels, scientifiques, etc. Bien des phénomènes trouvent leur origine dans le décalage entre ces deux niveaux, à commencer par la globalisation financière.

### **Le hélage du capital: une structure de longue durée dans l'histoire européenne**

Cette première structure de longue durée — le décalage entre unité économique-culturelle et division étatique — en implique un autre, que j'appelle le "hélage du capital". Héler (de l'anglais *to hail*) veut dire appeler, faire signe, inviter un navire ou un taxi à s'arrêter. Par "hélage du capital", j'entends l'action des responsables des territoires (nationaux, mais aussi locaux) consistant à héler, appeler, attirer, séduire le capital, le faire venir sur leur territoire plutôt que sur celui du voisin. Deux marchés ici se superposent: un *marché mondial du capital* offert par les firmes multinationales et dont les territoires sont demandeurs (le capital apporte à la fois l'emploi, la technologie et souvent le prestige); et un *marché mondial des territoires* ou *sites* demandés par les firmes pour y implanter leurs investissements. La rareté relative du capital productif et l'abondance des sites place les firmes en position de force. Les responsables de sites sont contraints par la concurrence à brader leur foncier et à le valoriser (aménagement, équipements collectifs,

formation professionnelle, sécurité politique) pour offrir des économies externes au sens qu'a ce concept dans les *Principles* de Marshall. Ces deux marchés sont entrelacés avec un *marché mondial du travail* (encore peu fluide) et un *marché mondial des entreprises*, car le réseau des bourses forme un immense marché où, par voie de fusions/absorptions, se vendent et s'achètent les entreprises avec armes et bagages (et personnel).

Le héliage du capital est une structure de très longue durée liée au décalage entre unité économique et division étatique. La forme primitive de héliage, ce sont les chartes accordées par les rois aux villes bourgeoises, la protection accordée aux marchands en échange d'un impôt; il se poursuit aux Temps modernes avec les chartes des Merchants Adventurers ou des Compagnies des Indes, etc. Ces libertés, privilèges et autres franchises cher vendues ont permis aux rois de financer les guerres et de construire les États. Ces politiques libérales se combinaient aux politiques mercantilistes pour servir la volonté de puissance nationale (Heckscher 1931, introduction).

Le héliage du capital continue aujourd'hui de plus belle avec la globalisation financière. Aujourd'hui comme au Moyen-âge, les États dépendent de la richesse mondiale et cherchent à l'attirer sur leur territoire, que ce soit sous sa forme financière ou sous sa forme productive.

### **Le 19<sup>e</sup> siècle, siècle du décloisonnement du monde et des nationalismes (1815-1914)**

Jusqu'ici, le rapport salarial a été ignoré. Venons-en d'un coup au 19<sup>e</sup> siècle, "le siècle par excellence d'un décloisonnement total du monde" écrit Bairoch (1997 p. 2, 277). Il aurait pu écrire aussi le contraire. En effet, il se produit un double mouvement:

- d'un côté une fantastique unification spatiale, technique et économique du monde grâce aux inventions techniques, sous le leadership d'une Angleterre libre de ses mouvements depuis la défaite définitive de la France (1815), maîtresse des mers, du commerce et de la finance mondiale, c'est-à-dire de l'économie-monde européenne en train de devenir l'économie du monde, grâce à l'industrialisation et à la colonisation;

- d'un autre côté, la division nationale se durcit, donnant naissance à des nationalismes virulents qui s'affronteront en 1914;

Or Londres, capitale de l'économie mondiale en formation est en même temps, comme ce fut souvent le cas depuis Venise, une capitale du monde politique, celle qui fait et défait les alliances et des coalitions, préside à la guerre et à la paix — la *pax britannica*, la paix de 100 ans (1815-1914) si bien décrite par Polanyi. Londres est le pivot qui articule les deux univers, profitant de sa maîtrise de l'un pour conforter sa domination sur l'autre. Cette suprématie est ébranlée à la fin du siècle avec le défi tonitruant lancé par l'Allemagne de Guillaume II et celui plus discret des dirigeants américains rêvant de secouer le joug de la City.

Le 19<sup>e</sup> siècle commence par une phase d'ouverture et de mondialisation. Profitant de sa supériorité commerciale et militaire, survoltée par la révolution industrielle, l'Angleterre détruit ses protections nationales et sociales, abolit les coalitions ouvrières et corporatives (1799), la législation sur les pauvres et de Speenhamland (1834), la loi sur les grains (1846), et jette les bases de l'étalon-or (parité-or, convertibilité et Bank Charter Act de 1844). Un État de type nouveau intervient de toutes ses forces pour, quel paradoxe, réaliser une société marchande et se transformer lui-même en État libéral, léger et efficace. Seul un État leader pouvait se payer le luxe de se faire libéral et de promouvoir le libre-échange.

En même temps s'opère l'industrialisation du monde, une étape majeure de la mondialisation. La diffusion de la révolution industrielle est un processus mondial, mais voulu, approprié par les États-nations qui y voient une source de puissance. C'est une forme de héliage du capital, des techniques et même des techniciens (Bairoch 1997, p. 1, 389 sv); elle s'accompagne d'une expansion inouïe du commerce international. L'Angleterre, suite à l'abolition des *corn laws*, parvient à faire signer à ses partenaires des traités qui étendent de libre-échange à partir de 1860.

Mais, dès 1879, l'Allemagne revient au protectionnisme, suivie par la plupart des pays européens; quand aux États-Unis, ils n'ont jamais abandonné un protectionnisme qui faisait d'eux une forteresse marchande. La période de libre-échange fut donc une simple parenthèse, un essai qui ne sera pas transformé avant les années 1980.

Le mouvement ouvrier naissant se coule lui aussi dans le moule national en train de se durcir; syndicats et partis politiques se généralisent. Avec le mouvement ouvrier naît la protection sociale. Les lois de protection sociale (et surtout d'assurance sociale) se multiplient, l'Allemagne bismarckienne étant la plus précoce (début des années 1880). La protection sociale est une sorte de *nationalisation de la force de travail* considérée comme une force collective nationale que l'Etat doit protéger dans la compétition entre les nations.

Les dirigeants ouvriers ont le sentiment que les choses se jouent à l'échelle mondiale; la première Internationale (1864) manifeste cette conscience de la solidarité mondiale des travailleurs, avec l'audacieux mot d'ordre: "les prolétaires n'ont pas de patrie". Mais elle ne va guère au delà des déclarations d'intention. Le mouvement ouvrier est lésé, happé, enlisé par les institutions nationales où se décident ses conditions de vie; lui aussi se nationalise en douceur. Plus encore, à mesure que s'exacerbe le nationalisme, il adhère aux valeurs nationales. La mosaïque des Etats semble plus forte que les réseaux de solidarité.

Karl Polanyi (1944), dans une intuition géniale, lie les trois protections majeures mises en place en Europe à partir des années 1870: commerciale (tarifs), sociale (Etat providence) et monétaire (banques centrales qui protègent les entreprises des fluctuations monétaires provoquées par les variations du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre). Ces trois protections veulent créer les économies nationales et gênent l'unification des marchés mondiaux des marchandises, du travail et de la monnaie (4).

### Une guerre de trente ans qui fragmente le monde (1914-1945)

La marche triomphale des nations de l'Europe aboutit à un massacre sanglant, la première guerre mondiale. Trois processus de longue durée y croisent leurs effets: la croissance et l'expansion multiséculaires d'une Europe nombreuse et conquérante; la formation des nations et des nationalismes; la mondialisation ininterrompue depuis les grandes découvertes.

Paradoxe de la guerre: le siècle de l'intégration des économies-mondes en une seule économie mondiale s'achève par une division internationale d'une violence inouïe; l'internationalisme prolétarien s'effondre, le mouvement ouvrier adhère à l'union sacrée et la solidarité ouvrière se dissout dans la division nationaliste. Les effectifs syndicaux se multiplient. Le pli est pris, définitivement: si le rapport salarial est géré par la nation, c'est aussi que les salariés l'ont voulu. Voilà l'origine nationale du futur régime fordiste; c'est d'ailleurs à cette époque qu'Henry Ford invente le fordisme.

Cette guerre opère quatre ruptures en profondeur qui vont manifester leurs effets dans les décennies suivantes: la fin de l'hégémonie anglaise; l'interventionnisme étatique; la dislocation des empires; et le socialisme.

En 1914, la domination anglaise s'effondre, mais l'Angleterre l'ignore encore. Elle suspend libre-échange et convertibilité. En 1925, la City veut rétablir l'état antérieur; elle attendra 1931 pour se rendre à l'évidence: le centre économique du monde est désormais à New-York, de l'autre côté de l'Atlantique. Alors seulement, elle abdique.

La guerre exige une mobilisation totale, y compris économique; l'Etat se fait État guerrier, État nationaliste qui organise l'économie de guerre et expérimente un dirigisme extrême (économique, industriel et social), dont profiteront les Etats totalitaires et autoritaires mais aussi les États interventionnistes des démocraties qui résistent.

---

**4. L'économie mondiale est toujours politique.** Dans le modèle de Polanyi, l'économie, sous la forme du marché autorégulateur, s'émancipe du contrôle de la société nationale qui tente de reprendre la main. Cependant, étant dès sa naissance une économie-monde, l'économie marchande a toujours débordé les limites du territoire national et échappé aux contrôles de l'Etat territorial. En réalité, en même temps que se forme une économie mondiale sous leadership britannique, se forme aussi une société à la dimension du monde. *Il n'y a pas d'économie sans politique.* Si l'économie mondiale paraît s'émanciper des sociétés nationales, elle n'est pas du tout autonome par rapport à la société mondiale en formation.

Division nationale par excellence, la guerre détruit les obstacles à la formation d'une économie et d'une société mondiale, notamment en disloquant les grands empires bâtis au moyen-âge (austro-hongrois, ottoman). Guerre des nations hostiles, elle donne naissance à la première organisation des nations unies, la SDN.

Enfin, la guerre enfante l'URSS. On peut certes y voir la naissance d'une société nouvelle d'hommes libérés de l'emprise du capital, et qui, ensuite, se dévoiera en stalinisme. Mais c'est surtout la réponse au défi occidental d'une société russe aspirant à devenir une grande puissance à l'abri d'une protection monétaire, économique, culturelle, et même religieuse (le marxisme est, pour Toynbee, une hérésie du libéralisme occidental, reproduisant le schisme orthodoxe de 1054). L'URSS se retire de l'économie mondiale et cette sécession nationale va durer trois quarts de siècles.

Après guerre, les divisions des années 1880-1918 se poursuivent. Les États-Unis, à qui échoit le sceptre du monde, refusent de le tenir. Maîtres du monde, ils n'en assument pas la responsabilité. Ils boycottent la SDN et deux conférences internationales visant à mettre sur pied un système monétaire international (Gênes, 1922; Londres, 1933). Déficit d'hégémonie stabilisatrice, juge Kindleberger (1973).

La crise de 1929 aggrave cette division. Elle se déclenche à New-York, nouvelle ville-monde; elle est mondiale, en rapport avec le réseau des liens financiers noués après la guerre lorsque les États-Unis étaient les créanciers de l'Europe, et le long desquels la crise se répand dans le monde. La crise est mondiale mais les solutions sont nationales, voire nationalistes; les grands pays se réfugient dans leurs empires coloniaux et leurs zones monétaires. Les politiques keynésiennes sont purement nationales. Le New Deal est une politique nationale axée autour d'une "nationalisation" de la gestion du rapport salarial. Les États fascistes et national-socialistes pratiquent un dirigisme extrême, en phase avec celui de l'URSS à la même époque (collectivisation forcée, planification).

Le système libéral du 19<sup>e</sup> siècle, symbolisé par l'étalon-or et le libre-échange, qui était lié organiquement au leadership britannique, s'effondre définitivement en 1931. Mais les États-Unis ne prennent pas le relais. Il y a vacance de pouvoir mondial. Les régimes internationaux ont-ils sombré corps et biens? Non! Les États-Unis, par leur refus même de faire leur travail de leader, instituent une règle de fait: le chacun-pour-soi, le sauve-qui-peut, la compétition entre les nations, qui mènera à la guerre. Tel est le régime international voulu et imposé par la puissance dominante. Et c'est dans ce cadre que se moule le rapport capital/travail, donnant ainsi l'illusion d'être le rapport dominant au sein de la nation (New Deal, front populaire, etc.).

La seconde guerre mondiale, nouvelle division du monde, est la seconde phase d'une guerre de trente ans (1914-1945). L'Allemagne veut tenter à nouveau sa chance et profiter de l'abdication anglaise pour dominer l'Europe et écraser le prétendant russe; elle se garde de provoquer le géant américain. Son allié japonais s'en charge et, après Pearl Harbour, les États-Unis s'emparent cette fois résolument du leadership; ils s'y préparaient depuis longtemps. Dès 1942 ils réfléchissent aux institutions monétaires de l'après guerre, comme en fait foi la correspondance de Keynes.

### **La guerre froide durcit le cloisonnement (1947-1989)**

Avant même que la guerre se termine, les États-Unis prennent l'initiative de créer des institutions collectives. Mais très vite, en 1947, se déclenche la guerre froide, une véritable guerre qui envahit l'ensemble de la vie économique et politique. Les tentatives américaines pour créer un ordre mondial ouvert (Bretton Woods, ONU, projet d'Organisation internationale du commerce) sont freinées puis gelées. S'ouvre alors une nouvelle phase de refermement qui paralyse le leader mondial; il consolide les États-nations, à l'Ouest comme à l'extrême Est, pour resserrer les rangs et assurer la défense contre un ennemi qui, en raison du succès de la religion communiste auprès des "masses laborieuses" mondiales, est perçu comme redoutable. Il cède facilement à la pression des partenaires européens en faveur d'une protection nationale tous azimuts. Face à un mouvement ouvrier fasciné par le prestige du socialisme soviétique, il lâche du lest et se résigne à renforcer les protections nationales: Etat providence, tarifs douaniers, contingentements, contrôle des changes, fixité des changes. Il y a un lien entre fragmentation monétaire et

mouvement ouvrier (Eichengreen (1996, chapitre IV). La guerre froide durcit encore davantage les frontières nationales et prolonge de quarante ans le régime international de "cloisonnement". Elle prolonge la crise du système libéral manifestée par la guerre de 1914 et la révolution de 1917 (5). Le communisme soviétique exerce une immense influence à distance jusqu'au cœur des luttes nationales du capital et du travail, particulièrement en France et en Italie, mais aussi aux États-Unis (maccarthysme). La lutte des classes est internationalisée, transposée en lutte d'États, surdéterminée par les rapports entre l'Est et l'Ouest.

Pour les dirigeants américains, l'urgence n'est pas de gérer la paix, mais de préparer la guerre. Que la menace communiste fût imaginaire est sans doute une hypothèse consternante pour l'esprit, mais elle n'en a pas moins produit des effets sur le réel. Elle a inspiré pendant quarante ans la politique internationale des États-Unis et a peut-être bridé leur créativité institutionnelle. À moins qu'elle ne l'ait au contraire stimulée: le plan Marshall pour restaurer l'Europe, les investissements américains en Asie orientale pour lancer les futurs dragons et contenir la Chine, tout fait partie de l'effort de guerre froide. L'aide au développement est proclamée par le président des États-Unis début 1949 pour éviter que les "pays sous-développés" tombent sous l'influence communiste (6). La "crise" du dollar et la chute du système de Bretton-Woods ne sont compréhensibles que dans le cadre de la guerre froide (7).

L'intervention étatique expérimentée dans les années trente devient systématique: triomphe du keynésianisme, Welfare state, politiques anti-cycliques, équipements et services collectifs, régime fordiste sont aussi en rapport avec la guerre froide.

Au fond, le véritable "régime international" de cette époque, c'est la guerre froide. Elle imprègne toutes les forces sociales, toutes les formes institutionnelles, toutes les institutions régulatrices.

**5. Théorie de la longue guerre froide (1917-1989).** Rétrospectivement, on s'aperçoit que bien des événements fondamentaux de l'entre-deux-guerres avaient un lien avec le communisme: les conflits sociaux, le fascisme, le national-socialisme, le New Deal, les fronts populaires... La guerre froide est perceptible en filigrane dès les années 1920. Keynes en tout cas en avait conscience; il y fait allusion dans sa lettre publique à Roosevelt, qu'il avait rencontré en 1934; il l'explique dans le chapitre XXIV de la *Théorie générale*: l'intervention étatique qu'il propose a pour but de sauver les institutions libérales; il faut sortir du chômage avec des moyens démocratiques, sinon les méthodes totalitaires qui font leur preuve en Russie, en Allemagne et en Italie gagneront la partie. La *Théorie générale* formalise une réponse libérale, mais nationale, au défi lancé par le totalitarisme nationaliste et par le communisme dans un seul pays.

Je suggère de situer la guerre froide dans une perspective longue remontant à première guerre. Un nouvel ordre mondial naît en 1917 (révolution russe) et en 1918 (triomphe américain) et dure jusqu'en 1989. Cette période correspond justement à l'âge d'or de l'Etat interventionniste, depuis l'Etat dirigiste de l'économie de guerre (1914-1918) jusqu'à la "crise de l'Etat providence" des années 1980. Partout le rapport salarial est encadré, contrôlé, géré par les institutions nationales.

Cette "théorie de la longue guerre froide" peut s'appuyer sur de nombreux faits signalés par Paul Bairoch (1997) et Marc Nouschi 1995 (par exemple p. 124). La guerre civile espagnole est une guerre chaude anticommuniste. Et on peut même interpréter le fascisme, le nazisme et le franquisme comme des réactions à l'événement formidable que fut la révolution communiste. Mais il faudrait justifier cette théories sur des faits plus nombreux.

**6. La doctrine de l'aide au développement** a été formulée par le président Truman en janvier 1949 dans son discours sur l'état de l'union. Il voulait détourner les pays du futur Tiers monde de la séduction communiste. D'ailleurs Rostow, un des principaux théoriciens du développement, complète le titre de son ouvrage sur *Les étapes de la croissance économique* par ce sous-titre révélateur: *A non-communist manifesto*. L'essai de Gilbert Rist (1996) est très éclairant.

**7. La fin de Bretton-Woods et la guerre froide.** Lorsque le 15 août 1971 le président Nixon annonce au monde qu'il a pris la décision de suspendre la convertibilité-or du dollar, il en éclaire le contexte politique. La guerre du Vietnam — par excellence une forme chaude de la guerre froide — lui lie les mains: "il n'y a pas de raison que les États-Unis se battent avec une main attachée dans le dos", et il demande aux alliés riches (Allemagne, Japon) de "prendre une part équitable du fardeau pour la détente, pour la liberté du monde". Quelques mois auparavant, les États-Unis s'étaient fait remarquer par son refus définitif de soutenir le dollar, dont la dépréciation irrésistible était due, en partie, aux dépenses militaires à l'étranger.

## **La fin du socialisme et la relance de la mondialisation (1968-1989)**

Si, après guerre, la victoire et le prestige de l'URSS avive la lutte de classes et lui donne sa coloration particulière, très vite, après la mort de Staline, l'empire soviétique d'apparence redoutable se survit à lui-même; le "dégel" khrouchtchévien (1956-1964) n'est qu'un intermède; la glaciation reprend de plus belle et va durer trente ans. La rupture sino-soviétique, la fossilisation de l'URSS, le printemps de Prague, le déclin du mouvement communiste, tout cela a, peut-être, facilité le processus de libéralisation amorcé en Occident dans les années 1970: la déréglementation, la mise en cause de la protection sociale, l'affaiblissement du mouvement ouvrier, la chute des effectifs syndicaux, la résurrection de la pensée libérale, les plans d'ajustement structurels au Sud, l'assurance des créanciers, l'expansion du marché financier mondial à partir du ruisseau primitif des euros-dollars: tout cela s'est produit avant l'effondrement du mur de Berlin.

L'événement symbolique qui annonce en Occident la grande déréglementation, c'est en 1971 l'abandon de la convertibilité-or du dollar, prélude au démantèlement du système de Bretton-Woods. La déréglementation des marchés s'amorce alors aux États-Unis. Deuxième temps, l'année 1979, si fertile en événements: révolution iranienne, second choc pétrolier, Mme Thatcher premier ministre, G7 de Tokyo et début des désinflatons compétitives, Paul Volcker directeur du Fed et retournement de la politique monétaire américaine, l'année suivante élection du président Reagan (1980).

Or, au même moment, la désagrégation du système socialiste s'accélère. Dès la fin des années 1970 il est atteint par le virus de la libéralisation (et donc de la mondialisation): mort de Mao Tse Toung (1976), luttes pour sa succession, victoire de Deng Xiao Ping qui lance la grande réforme d'ouverture au monde et de libéralisation (plénum de décembre 1978), enlisement de l'URSS dans une guerre de conquête archaïque qui l'affaiblit (Afghanistan, 1979-1989), grève de Gdansk et naissance de Solidarité (août 1980) qui ébranle l'empire, paralysie de l'économie soviétique et impossibilité de réformer quoi que ce soit, et enfin accession de Gorbatchev au sommet du pouvoir (mars 1985): en quatre ans, perestroïka et glasnost décomposent le système qui renonce à occuper l'Europe de l'Est, tolère l'effondrement du mur de Berlin et finit par s'effondrer lui-même.

Ainsi, de 1968 à 1989, tout se dégèle aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. On ne peut qu'être impressionné par la contemporanéité des deux mutations: disparition du socialisme "réel", dissolution des camps de la guerre froide, entrée d'environ deux milliards d'humains dans le marché mondial, marche difficile vers l'économie de marché, extension mondiale du capitalisme, vague planétaire de libéralisation, changes flottants, globalisation financière...

## **Le siècle de division internationale(1880-1980) et la guerre de succession (1914-1989)**

Rétrospectivement, le siècle qui va des années 1880 aux années 1980 apparaît comme une étape de stagnation de la mondialisation et de division nationale du monde. La planète est bouleversée par une guerre mondiale de trente ans et une guerre froide de quarante ans (au moins). À partir de 1914, elle est le théâtre de guerres sanglantes, de la guerre nucléaire, de la violence des régimes totalitaires, à comparer au 19<sup>e</sup> siècle qui, sauf la guerre de 1870, fut un siècle de paix, "la paix de 100 ans" de Polanyi. Partout, les nationalismes ont gagné la partie. À l'État libéral inventé par la Hollande et l'Angleterre ont succédé de lourds États protectionnistes et dirigistes, ou même totalitaires. La protection nationale est le fil directeur de cette période: à la très ancienne protection mercantiliste s'ajoutent les protections sociale, monétaire, financière, et même culturelle. La théorie marxiste d'après Marx, la théorie keynésienne et, à sa façon, la théorie de la régulation, naissent sur ce terrain fertile.

Nous sortons à peine de cette époque, et nous pouvons jeter un coup d'œil rétrospectif. Le fordisme apparaît comme caractéristique de cette phase de fermeture nationale: la domination *apparente* du rapport salarial est rendu possible par la domination *réelle* de l'ordre international régnant, qui surdétermine tous les rapports et phénomènes nationaux.

Dans cette perspective, la fin du socialisme réel fut un immense événement. Il marque la fin d'un siècle de guerre; il a rendu possible le redémarrage de la mondialisation suspendue depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle (encore qu'elle se soit poursuivie en profondeur).

On peut certes interpréter cette période en termes de grands concepts (marché autorégulateur, crise du capitalisme, libéralisme, société, régime fordiste, etc.); on peut la lire aussi comme un jeu de puissances: puissances nationales et puissance mondiale, leadership, reconnaissance ou contestation du leadership, etc. (cf annexe 2). Je considère que la première guerre mondiale a été la première phase d'une guerre de succession entre des prétendants à la direction de l'économie mondiale et du monde tout court. La guerre de 1914 est gagnée grâce aux États-Unis, l'Angleterre est mise hors jeu, mais le vainqueur refuse d'assumer le leadership, le monde se décompose, le totalitarisme se répand. La seconde guerre mondiale, deuxième phase de la guerre de trente ans, place les États-Unis (enfin consentants au leadership) au sommet du pouvoir, mais l'essentiel reste encore à faire. La Russie, en effet, lance à son tour un défi formidable en tant que leader d'une empire continental socialiste. Elle prétend, elle aussi, contester à l'Amérique le sceptre du monde, mais avec des moyens militaires, politiques et même religieux (internationale communiste) et non économiques (une forteresse assiégée et défensive est incapable de conquérir).

Ce n'est qu'avec l'écroulement de l'URSS en 1991 que la guerre se termine.

Cette période agitée, que par contraste avec la paix de cent ans, on pourrait appeler "la guerre de 75 ans (1914-1989)", n'est autre qu'une guerre de succession pour arracher le sceptre du monde à l'Angleterre fatiguée.

### **Les système des États-civilisations**

C'est seulement depuis 1989 que les États-Unis, sortis vainqueurs de cette guerre, ont enfin le champ libre pour exercer pleinement leur leadership. Dans cette optique, 1989 serait aux Américains ce que 1815 fut aux Anglais. Eux aussi avaient menés une longue guerre (1713-1815) pour arracher à la Hollande le sceptre du monde et éliminer la France de la course.

Ce n'est pas seulement à Londres que "New York-Washington" a ravi le leadership, mais à l'Europe, déchue de l'empire qu'elle avait sur le monde depuis un demi millénaire. Aujourd'hui les choses se jouent ailleurs; et les nouveaux challengers ne seront probablement pas européens, malgré les efforts de l'Europe pour s'unir. De nouvelles puissances indépendantes depuis la fin des années quarante se sont formées dans l'ombre, pendant que la guerre froide occupait le devant de la scène; maintenant, elles apparaissent au grand jour. Ce sont d'immenses puissances à la dimension d'une civilisation, des "États-civilisations" comme on disait États-cités ou États-nations. La nouvelle Russie "capitaliste" n'a pas dit son dernier mot; mais pour l'instant, ruinée, handicapée et assistée, pourrie par la mafia, elle n'en a pas les moyens (ni non plus le Japon, pour d'autres raisons). La Chine s'est éveillée, et tôt ou tard se mettra à son tour sur les rangs. L'Inde, probablement, ne restera pas en dehors de la course. En tout cas, c'est à cette échelle que se dispute, désormais, le sceptre du monde. L'intuition d'Huntington n'est pas sans fondement.

Cette longue guerre de succession n'a pas seulement fait tomber l'ancien leader et propulsé un autre à la direction des affaires du monde: elle a détruit l'ordre international ancien, le système des États-nations nés de la décomposition des empires antiques et médiévaux, le concert européen formé au 17<sup>e</sup> siècle; elle a élargi à l'ensemble de la planète la gestion des problèmes de la guerre et de la paix, de la nature et de sa protection, de la richesse et de la pauvreté.

On peut raisonnablement penser qu'en effet, une nouvelle ère s'est ouverte dans les années quatre-vingt-dix, un nouvel ordre mondial, comme le prétendait le président Bush père en 1990. La route est libre désormais pour une nouvelle phase de mondialisation.

## Conclusion: penser mondialement

Par rapport à une vision du monde qui privilégie une démarche nationale et dans laquelle le monde extérieur est caché dans la coulisse, j'ai voulu esquisser un éclairage différent, déplacer le projecteur, faire monter le monde sur la scène, et montrer que les conflits du rapport salarial ont été contenus par des institutions nationales qui avait fait leur temps dès 1918, mais qui ont été prolongées par la volonté du nouveau leader mondial contraint par un long effort de guerre d'un nouveau genre. Certes, la conclusion était déjà contenue dans le titre: "le régime international est toujours dominant", et, ajouté-je, même quand il n'en a pas l'air, même quand il paraît loin. Derrière le concept de "régimes internationaux" il y a des forces d'ampleur mondiale dont les conflits pénètrent au cœur du rapport salarial national et, de manière générale, de toutes les formes institutionnelles nationales. On ne peut donc conclure que les luttes de classes ont été remplacées par les luttes des nations comme moteur de l'histoire. Il s'agit d'autre chose.

Il y a aussi une conclusion pratique. La source de la tradition régulationniste est à la fois marxiste et keynésienne. Elle s'est formée alors que la guerre de succession n'était pas terminée; le cadre de la pensée sociale était encore national, et dans leur volonté de conseiller le souverain, les économistes régulationnistes se sont naturellement tournés vers l'État national, comme l'avaient fait leurs anciens, par exemple les économistes progressistes des années cinquante et soixante qui ont fondé le Cepremap à la belle époque de la planification française.

Bien qu'il soit spéculatif et théorique, ce papier a une intention pratique très modeste: inviter la TR à élargir sa réflexion à l'échelle du monde, tout en restant fidèle à sa démarche initiale. D'ailleurs Robert Boyer l'y invitait dès 1986 lorsqu'il suggérait de réfléchir à ce que pourrait être une forme institutionnelle internationale, Ronen Palan aussi lorsqu'il notait en 1998 "l'insuffisante théorisation de l'international".

Oui, l'enjeu est bien d'élaborer des catégories en phase avec la mondialisation du monde. Pour cela il faut aller au delà de deux démarches régulationnistes habituelles. D'abord, aller plus loin que le simple recensement les régimes internationaux liant les États nations au sein d'une *économie internationale*, mais éclairer par des catégories appropriées les flux qui coulent à travers les mailles du filet étatique et inter-étatique, et qui appartiennent plutôt à une *économie mondiale*, une économie de courants et de captages à la manière des anciennes économies-monde. Sinon la TR risquerait de manquer des phénomènes hors d'Etat, comme par exemple les flux offshore pointés par Ronen Palan, minces ruisseaux de capitaux qui allaient devenir un imposant fleuve financier et contourner le régime monétaire de Bretton-Woods typiquement inter-étatique, public et contrôleur des changes (8).

Deuxième dépassement, le problème de la convergence, exercice favori de la TR. Élargir la vision à l'échelle du monde ne consiste pas seulement à classer et reclasser les différentes formes de capitalismes nationaux ou régionaux, et à conclure qu'il n'y a pas de modèle unique vers lequel convergeraient les variétés nationales. Je propose la formule

---

**8. Économie mondiale des flux/économie territoriale des nations.** Ronen Palan (1998) suggère que la globalisation financière est née d'une espèce de raté du contrôle des changes organisé après la guerre. Elle aurait pris sa source en 1958 dans l'euro-marché londonien des dollars (ce que nous appelons en France les eurodollars), dans les interstices des institutions bancaires et des règlements étatiques, alors que le système de Bretton-Woods commençait à peine à vraiment fonctionner (Palan, AR, 1998 p. 83; lire aussi Farnetti, 1994 p. 192 à 207). Si la TR avait existé en 1957, elle n'aurait peut-être pas pu, avec sa catégorie de "régime international", enregistrer le phénomène, qui justement résulte d'une sorte de détournement des règles. De ce point de vue, le repérage et l'analyse des paradis fiscaux revêt une grande importance, et il faut saluer l'effort de la revue *L'économie politique* pour les analyser (numéros 15 et 19, 2002 et 2003). Toutes proportions gardées, jadis l'économie urbaine et marchande est née, elle aussi, dans les interstices de la société féodale, dans ce décalage entre économie des flux et économie territoriale.

s suivante: *le problème est commun, les solutions sont particulières*, et parfois nationales (ou régionales), et l'analyse du problème est aussi important que celle des solutions (9).

Les économistes doivent sortir du cadre mental étriqué des États et des relations entre États. C'est dans cette ambiance de disputes entre États engagés dans la course à la direction du monde qu'aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles se sont formés les premiers concepts de la pensée économique. C'est pour comprendre d'où provenait la richesse/puissance des nations et pourquoi l'Angleterre était en train de damer le pion à la Hollande et à la France que William Petty, Pierre de Boisguilbert, James Steuart et bien d'autres, et Adam Smith lui-même, ont dépensé des trésors d'énergie intellectuelle. Ils se situaient, implicitement ou explicitement, comme conseillers du souverain; et ce souverain, c'était l'État-nation. C'est avec cette tradition que Keynes a renoué dans les années vingt, et c'est dans cette même tradition que s'inscrit le courant régulationniste. La TR se veut conseillère pratique et pas seulement référence théorique. Si Michel Aglietta a écrit son livre fondateur sur les États-Unis (1976), c'est au gouvernement social-démocrate français qu'en 1997 il adresse ses recommandations (postface). Aujourd'hui, bien sûr, la politique économique européenne est à l'ordre du jour, et la TR s'est occupée du problème, par exemple en réfléchissant aux scénarios d'avenir de l'Europe sociale. Je suggère que la TR s'intéresse aussi au monde en tant que tel, se situe en conseillère d'un gouvernement mondial potentiel, et participe aux débats de cette société civile mondiale en formation qui, déjà, dans les domaines de l'environnement, du commerce ou du social (clause sociale), préfigure l'opposition politique d'un Parlement mondial qui n'existe pas encore, sinon à l'état symbolique. Mais le symbole, nous le savons bien, est parfois efficace et annonce le réel.

🍏 14.9.03

---

**9. Le problème est commun, les solutions différentes.** Par exemple, dans les années 1830, au début de la vague de mondialisation de l'industrie émanant du foyer anglais, le problème que doivent résoudre les États-nations désireux de capter la richesse/puissance procurée par l'industrie est d'importer et d'adapter l'industrie à leurs institutions et traditions nationales; car on ne peut importer l'industrie sans les rapports sociaux qui vont avec. Cette appropriation, forcément, déforme le modèle anglais initial et à l'arrivée rien n'est pareil. Il n'y a pas convergence, montre abondamment Bairoch (1997, tome 1, chapitres 2 à 7). N'empêche: vues de haut, à l'échelle de la planète et sur la longue durée, toutes ces variantes apparaissent comme des réponses différentes à un même problème, l'industrie et sa diffusion. L'industrialisation du monde s'est bel et bien produite même de manière inégale, et la course de la mondialisation s'est formidablement accélérée. Cet exemple montre l'importance de ne pas limiter son attention ni à la convergence, ni à la divergence, mais au processus commun qui s'opère, toujours sous des formes singulières, à travers le vaste monde.

## BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA Michel (1976), *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1976; 2ème éd. 1982; 3° édition (1997), Odile Jacob coll. Opus
- BAECHLER Jean (1995), *Le capitalisme. 1. Les origines; 2. L'économie capitaliste*, Folio, Gallimard. (le livre 1 reprend un livre de 1971, *Les origines du capitalisme*).
- BAIROCH Paul (1997), *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Gallimard Folio, 3 tomes
- BOYER Robert (1986), *La théorie de la régulation. Une analyse critique*, La Découverte
- BOYER Robert (1999), La politique à l'ère de la mondialisation et de la finance: le point sur quelques recherches régulationnistes, *L'Année de la Régulation*, volume 3, 1999, La Découverte
- BOYER Robert, SAILLARD Yves (1995), *Théorie de la régulation: l'état des savoirs*, La Découverte, 2è édition 2002 [not. les chap. 5 et 6 signés de R.B. et de Y.S., "Les régimes internationaux" de J.F. Vidal, et la postface de R.B. à l'éd. 2002 (L'édition 2002 est identique à l'éd. 1995 à l'exception de l'introduction et de la postface de R. Boyer et de quelques entrées du glossaire)]
- BRAUDEL Fernand (1979), *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, 3 vol: *I. Les structures du quotidien. II. Les Jeux de l'échange. III. Le Temps du monde*, Armand Colin
- CHAVAGNEUX Christian (1998), Peut-on maîtriser la mondialisation? Une introduction aux approches d'économie politique internationale, *Économie et sociétés*, série P n°34
- EICHENGREEN Barry (1997), *L'expansion du capital. Une histoire du SMI*, L'Harmattan
- FARNETTI Richard (1994), *L'économie britannique de 1873 à nos jours*, Armand Colin
- FOURQUET François (1980), *Les comptes de la puissance. Histoire de la Comptabilité nationale et du Plan*, éditions Recherches, collection Encres
- FOURQUET François (1982), *L'accumulation du pouvoir, ou le désir d'Etat*, Recherches n°46, Paris
- FOURQUET François (1989), *Richesse et Puissance. Une généalogie de la valeur (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, La Découverte; nouvelle édition 2002
- FOURQUET François (1997), Le capitalisme existe-t-il? *Revue du MAUSS semestrielle* n° 9, 1er semestre, p. 77 à 90
- FOURQUET François (1998), La société mondiale existe-elle? repris et augmenté sous le titre Une société mondiale? *Revue du MAUSS* n°20, 2è semestre 2002
- FOURQUET François (2000), *Une histoire de la mondialisation*, polycopié, Université Paris 8
- HECKSCHER Eli (1935), *Mercantilism*, Unvin 1955 (1ère éd. suédoise en allemand: 1931)
- KÉBABDJIAN Gérard 1998, La théorie de la régulation face à la problématique des régimes internationaux, *Année de la Régulation*, n°2, 1998 p. 101
- KÉBABDJIAN Gérard (1999), *Les théories de l'économie politique internationale*, Le Seuil-points
- KINDLEBERGER Charles P. (1973), *The World in Depression (1929-1939)*, Londres, Allen Lane/ LA, University of California Press. Rééd (1987) Penguin. Trad. fr. (1988), *La grande crise mondiale 1929-1939*, Economica
- MARX Karl (1859), *Zur Kritik der Politischen Ökonomie*, Berlin, Duncker. Trad franç (1957), *Contribution à la critique de l'économie politique*, Ed. Sociales
- NOUSCHI Marc (1995), *Le XX<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin
- PALAN Ronen 1998, Les fantômes du capitalisme mondial: l'économie politique internationale et l'école française de la régulation, *L'Année de la régulation*, volume 2, 1998 p. 63
- POLANYI Karl (1944), *The Great Transformation*; tr. fr (1983), *La grande transformation*, Gallimard
- RIFKIN Jeremy (2000), *L'âge de l'accès. La révolution de la nouvelle économie*, La Découverte
- RIST Gilbert (1996), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de la FNSP
- SARTRE Jean-Paul (1960), *Critique de la Raison dialectique. Théorie des ensembles pratiques*, Gallimard
- SHAPIRO Carl, VARIAN Hal R. (1999), *Information rules*, Harvard Business school; trad. fse (2000), *Economie de l'information. Guide stratégique de l'économie des réseaux*, De Boeck Université
- TOYNBEE Arnold (1972), *A study of History*. Trad. française (1996), *L'Histoire*, Payot
- VIDAL Jean-François (1995-2002), voir Boyer et Saillard 1995
- VIDAL Jean-François 1998, La régulation et l'international: remarques sur l'article de R. Palan, *L'Année de la régulation*, volume 2, 1998 p. 87
- WIESER Friedrich (1926), *Das Gesetz der Macht*, Verlag von Julius Springer, Wien

## ANNEXE 1. LE RÉGIME INTERNATIONAL DANS LA TR

Le rapport salarial.....	15
Le régime international.....	16
La hiérarchie des formes institutionnelles.....	17

Rapport salarial et régime international sont deux des cinq formes institutionnelles canoniques par lesquelles s'opèrent l'accumulation et la régulation. Si à première vue la définition du rapport salarial paraît simple, il n'en est pas de même du régime international.

### Le rapport salarial

Le rapport salarial, c'est le rapport social de production qui, selon Marx, caractérise le mode de production capitaliste, c'est le rapport capital/travail envisagé sous tous ses aspects, et pas seulement comme rapport de travail (10). C'est dans le saint des saints du rapport salarial, dans la sphère de la production, que Marx situait la production de plus-value, pierre d'angle de sa construction grandiose, source unique du capital et de son accumulation (11).

---

**10. Rapport salarial:** "Configuration des relations mutuelles entre différents types d'organisation du travail, le mode de vie et les modalités de reproduction des salariés. Cinq composantes caractérisent les configurations historiques du rapport capital/travail: types de moyens de production; forme de la division sociale et technique du travail; modalité de mobilisation et d'attachement des salariés à l'entreprise; déterminants du revenu salarial, direct ou indirect; enfin mode de vie salarié, plus ou moins lié à l'acquisition de marchandises ou à l'utilisation de services collectifs hors marché" (Boyer et Saillard (2002), livre ici désigné par la deuxième partie de son titre, "*L'état des savoirs*"). Cette citation reprend les termes du livre fondateur de Robert Boyer (1986). La TR distingue trois formes de rapport salarial: concurrentielle, taylorienne (qui inclut l'OST) et fordienne (qui associe normes de production et consommation de masse). Cette définition est enrichie par contributions 9 à 12 publiés par *L'état des savoirs*.

**Le fordisme** est à la fois un rapport salarial et un régime d'accumulation spécifique. En tant que rapport salarial, il indique une organisation du travail issue du taylorisme et la garantie d'un partage des gains de productivité; en tant que régime d'accumulation il comprend, en outre, d'autres formes institutionnelles: une concurrence oligopolistique, un régime monétaire fondé sur le crédit et un espace national où s'ajuste le rapport entre l'offre et la demande (*L'état des savoirs*, glossaire p. 561). Ainsi, le cadre national fait partie du fordisme.

**11. L'accumulation à l'échelle mondiale:** l'accumulation du capital a pour source l'accumulation de la plus-value. Pour Marx, "l'extorsion" de la plus-value s'opérait pour ainsi dire naturellement sous le pouvoir du patronat. Or, ce pouvoir patronal est un pouvoir délégué par la société et validé par l'autorité politique et juridique. Le champ d'extraction de la plus-value est donc coextensif au champ du pouvoir. Quel champ? Comme tout le monde, j'ai longtemps pensé: le champ national. Or, quand on se hausse à un poste d'observation plus élevé, le monde apparaît, on voit l'enchevêtrement des relations entre les entreprises, on voit des rapports production traversant sans cesse les frontières nationales par une stratégie de prises de participation, de filiation, de contrôle, de choix du pays de fiscalisation, de manipulation des prix de filiale à filiale, bref, une évidence apparaît: la plus-value n'est pas une substance réelle, comme le pensait Marx, mais une grandeur comptable impossible à identifier, à localiser strictement dans des comptes nationaux. Le champ du pouvoir est mondial, et donc la plus-value aussi. L'accumulation du capital n'est donc pas nationale, mais mondiale. Un chercheur marxiste, André Gunder Frank, l'a conceptualisé, il y a un quart de siècle dans *L'accumulation mondiale* (1977)

## Le régime international

Le statut du régime international est difficile à cerner. D'abord, il n'est pas défini en tant que tel dans le glossaire de *L'état des savoirs*, il n'apparaît que sous la rubrique du "mode d'adhésion au régime international": ce qui est visé n'est pas le régime international en lui-même, mais comment un pays y adhère; mais à quoi donc on adhère? Le glossaire se borne à citer Boyer (1986), dans un passage dont la lecture attentive laisse une impression d'imprécision, mais ouvre une question fondamentale: le régime international pourrait bien être une forme institutionnelle internationale, c'est à dire une institution co-difiant les rapport sociaux à l'échelle mondiale (12).

Toutefois, *L'état des savoirs* apporte quelques précisions concernant les choix visés par cette "adhésion" (p. 62) et, compte tenu de la précarité des arrangements internationaux, doute de l'existence d'une *régulation* internationale (p. 63).

Christian Chavagneux, dans un article consacré à l'économie politique internationale, affirme que la notion régulationniste de "régime international" est empruntée à la "théorie des régimes" (1998, p. 41), ce qui brouille un tableau qui n'était déjà pas très clair; il montre aussi la complexité et la richesse de l'image du monde donnée par Susan Strange dans son interprétation originale de l'économie politique internationale (13). Jean-François Vidal, dans son article (dans *L'état des savoirs*) sur les régimes internationaux, s'appuie aussi sur la théorie des régimes (14).

En 1998, *l'Année de la Régulation* publie un grand débat sur les rapports entre la TR et l'économie politique internationale; les débattants sont Ronen Palan, Jean-François Vidal et Gérard Kébabdjian; les choses deviennent encore plus difficiles à démêler. On ne sait plus très bien, à l'issue de ce débat (par ailleurs très riche), si le régime international

---

**12. Régime international I.** La forme institutionnelle n'est pas le régime international lui-même, mais le mode d'adhésion: "La nature de l'adhésion au régime international d'un pays définit une quatrième forme [institutionnelle]... Cette adhésion se définit par la conjonction des règles qui organisent les relations entre l'État-nation et le reste du monde, aussi bien en matière d'échanges de marchandises que de localisation des productions, via l'investissement direct, ou de financement des flux et soldes extérieurs" (Boyer 1986, p. 51, repris tel que dans *L'état des savoirs* p. 563 (voir aussi p. 62). Boyer évoque ensuite le concept d'aire stratégique proposé par J. Mistral (1986), et dénie que la "mondialisation" se soit poursuivie sans interruption depuis la révolution industrielle. Boyer pose alors une question décisive concernant "les forces qui assurent *la cohésion du régime international considéré dans son ensemble*. Peut-on définir l'équivalent des formes institutionnelles nationales? C'est un chantier ouvert" qui permettrait d'aboutir au "pendant des résultats obtenus en matière de régulations nationales" (p.52). Juste après le mot «équivalent», il faut glisser l'adjectif «international» qui y manque. Oui, c'est bien une forme institutionnelle *internationale* que Boyer entrevoit: le "régime international" doit être étudié pour lui-même, et pas seulement sous l'angle du mode d'adhésion d'un pays donné. Nous voilà introduit dans une autre dimension. Il reste une incertitude dans la notion; on hésite entre une définition géoéconomique ("la configuration des espaces économiques et de leur connexion", p. 51) et une définition en termes de règles. Le concept désigne-il le rapport d'une économie nationale au monde extérieur ou, plus restrictivement, les règles qui régissent ce rapport? Ce n'est pas du tout la même chose.

**13. Régime international II.** Chavagneux distingue deux écoles de pensée dans l'économie politique internationale: la première dominante, américaine, fait de l'Etat le seul acteur; la seconde, hétérodoxe et européenne, fondée par Susan Strange, "propose l'image d'un système international résultant de la confrontation d'un ensemble d'autorités diffuses, multiples, en négociation permanentes les unes avec les autres pour imposer leurs préférences" (1998 p. 25). Chavagneux propose une définition: "Un régime international est défini comme l'ensemble des accords qui permettent de gérer des relations d'interdépendances complexes, il correspond au «réseau de règles, normes et procédures qui orientent les comportements et contrôlent leurs effets» (Keohane et Nye, 1977 p. 19)" (Chavagneux 1998 p. 34)

**14. Régime international III.** Dans *L'état des savoirs*, Jean-François Vidal cite une définition par Krasner (1983) du régime international comme un ensemble de règles et de normes qui "assurent la stabilité et la cohérence des comportements des acteurs" (p. 172). Il étudie deux périodes de l'histoire économique (1880-1914 et l'après-seconde guerre mondiale) et conclut qu'on peut difficilement parler de "régime" qui encadrerait les relations internationales: "les régimes internationaux sont souvent la combinaison de principes hautement affirmés et de règles d'application floues et souples" (p. 175).

est une forme institutionnelle spécifique, un mode de régulation internationale partielle, ou un rapport de pouvoir entre les Etats partenaires de la "communauté internationale". (15)

### La hiérarchie des formes institutionnelles

Comprendre la "transformation du mode de régulation", c'est-à-dire le passage ou "transition" du régime de croissance fordiste au régime de croissance tiré par la finance mondiale est le grand défi auquel la TR est confrontée, depuis qu'elle a compris que les événements des années 1970 mettaient en cause l'existence même du régime fordiste. Une chose est de dire qu'il est en crise, autre chose est d'analyser la nature du nouveau régime où cette crise nous conduit.

Cette analyse passe par l'étude des rapports entre les cinq formes institutionnelles: en effet chaque régime est caractérisé par une articulation spécifique de ses formes.

Dans son article sur "Le politique à l'ère de la mondialisation et de la finance", Robert Boyer propose une théorie de l'articulation entre les formes institutionnelles, en insistant particulièrement sur leur complémentarité et leur hiérarchie (AR 1999 p. 13) (16). Le passage du régime fordiste au régime financier s'est produit dans les années 1968-1979; et c'est "l'insertion dans l'économie internationale [qui] joue un rôle cardinal" dans cette transformation (p. 35). Un tableau symbolise cette transformation (p. 42) et un autre l'ac-

---

**15. Régime international IV.** La discussion sur les rapports entre la TR et l'économie politique internationale publiée par l'*Année de la Régulation* n° 2, 1998 ne permet pas de savoir exactement ce qu'est un régime international.

**Ronen Palan** reproche amicalement à la TR de s'être "enfermée dans des concepts obsolètes du mode national de régulation" et l'invite à élaborer une "théorie critique de l'international" qui s'appuie sur l'économie politique internationale, sans pour autant reprendre à son compte toute sa problématique, qu'il s'agisse du courant néolibéral ou du courant réaliste. Ce que regrette Palan, c'est surtout l'absence d'une théorie de la régulation internationale. Mais il y a dans l'article de Palan beaucoup plus qu'une critique, notamment une passionnante analyse historique de la globalisation financière qui conclut à la disparition du système traditionnel des Etats et leur mise en concurrence par rapport au capital circulant à la surface de la planète.

Dans sa réponse, **Jean-François Vidal** reconnaît les apports positifs de la critique de Palan et enrichit la théorie du régime international en lui attribuant trois niveaux: la croissance en longue période des échanges (marchandises et capitaux); les règles; la régulation. Il conclut en remarquant que la globalisation financière n'est pas une régulation marchande, puisqu'elle ne fonctionne que si, en cas de crise financière, les autorités politiques interviennent comme prêteur en dernier ressort, comme elles l'ont fait dans les années 90.

**Gérard Kébabdjian** procède à une analyse très documentée de la théorie des régimes; s'appuyant sur J.G. Ruggie, un des pères fondateurs de cette théorie, il souligne le fondement culturel de l'hégémonie: le pouvoir mondial ne se fonde pas tant sur la contrainte que sur le partage de valeurs communes (p. 116) (idée émise aussi par Ronen Palan p. 75); il établit une distinction forte entre régime et système, le premier assurant une stabilité que le second est incapable d'obtenir; la stabilité serait donc inhérente à la notion même de régime international, ce que la TR ne saurait désavouer, elle qui accorde une si grande importance à la stabilité, but principal d'une véritable régulation. Enfin, G. Kébabdjian tire de sa comparaison avec la TR une conclusion remarquable: le régime international n'est pas une forme institutionnelle, il n'est pas une superstructure au sens de Marx, puisqu'il peut modifier profondément le cœur même des économies nationales (division du travail, répartition des revenus...). On pourrait s'attendre à ce qu'il en déduise la supériorité de l'international sur le national; mais non, il préconise simplement une "approche duale" équilibrant les deux points de vue (p. 124).

**16. Hiérarchie:** R. Boyer propose deux définitions: 1) [Il existe] "une hiérarchie en vertu de laquelle certaines [institutions du capitalisme] sont conçues pour être structurellement compatibles avec une institution dominante, qui impose sa logique en dehors de sa sphère d'action. La cohérence systémique n'est plus alors un effet du hasard, ni un effet direct d'imposition politique, mais la conséquence d'un principe constitutif: selon la société et l'époque, certaines formes institutionnelles sont plus importantes que d'autres" (Boyer 1999, p. 30). 2) La seconde définition "s'applique plus particulièrement aux périodes de transformation du mode de régulation. Une forme institutionnelle sera dite hiérarchiquement supérieure à une autre si son évolution implique une transformation de cette autre forme, dans sa configuration et sa logique. Contrairement à la précédente, cette deuxième définition n'implique pas que le mode de régulation qui émerge de cet ensemble complexe de transformations soit cohérent" (p. 35).

tion des trois "forces déstabilisatrices" principales: "inflation et tensions sur le taux de profit; ralentissement de la productivité; internationalisation et financiarisation" (figure 3 p. 34) (on notera qu'il ne s'agit pas de forces, mais de processus).

En 2002, dans sa postface à *L'état des savoirs*, R. Boyer complète la palette des outils intellectuels et présente quatre types de rapports dynamiques entre les formes: coévolution, complémentarité, hiérarchie, paradigme économique; ces concepts sont d'ailleurs analysés dans le glossaire, alors qu'ils n'y figuraient pas dans l'édition de 1995. À propos de la complémentarité, il écrit que le cloisonnement du "système" international était "complémentaire" avec l'économie de crédit nécessaire à la contractualisation du salaire nominal fordiste et à la cohérence (*L'état des savoirs*, p. 537) (17). Pour Aglietta aussi, le système monétaire international laissait une autonomie aux modes nationaux de régulation fordiste (1976 p. 434).

Cette conceptualisation pose le problème suivant: comment se fait-il qu'une forme institutionnelle réputée dominée dans le régime fordiste a pu passer au premier rang et devenir dominante, "plus importante que les autres", dans le régime de la finance internationale?

Dans le langage des structures (car la forme institutionnelle est une structure), la réponse est difficile: il faut faire appel à une théorie de la transition d'une structure à l'autre, comme celle que jadis Louis Althusser a mobilisée pour rendre compte du passage d'un mode de production à l'autre (18). Marx avait tenté de rendre compte de la formation du mode de production capitaliste (*Le Capital*, chapitre XXXI du Livre I sur la genèse du capitaliste industriel); et sa réponse, c'était la force: "la force est un agent économique" (19). Notons l'aveu de faillite du concept: la force, comme le pouvoir, est un non-concept, une non-entité structurale: on ne peut que décrire ses effets.

La réponse est bien simple: le régime international a gagné parce qu'il dominait déjà, comme il a toujours dominé, mais on ne le savait pas. Il n'y a pas de miracle! Ce n'est pas un raisonnement en termes de structures, mais de forces; et la force mondiale est supérieure à toutes les forces nationales. Même pour "l'économie dominante", c'est dehors que se joue la partie!

---

**17. Complémentarité:** "La complémentarité institutionnelle régit la compatibilité et le renforcement mutuel de deux FI qui se complètent et explique la fréquence de leur co-occurrence lors de comparaisons internationales": ainsi l'étalon or avec un marché du travail atomistique et un rapport salarial concurrentiel; "a contrario la contractualisation du salaire nominal sous le régime fordiste doit être associée à une économie de crédit dans laquelle l'offre de monnaie nationale est endogène et le système international relativement cloisonné" (*L'état des savoirs*, p. 537)

**18. Théorie de la transition.** La transformation d'une structure et la transition d'une structure à l'autre pose de graves problèmes à toute théorie structurale (en particulier à celle de Louis Althusser jadis, à propos de la transition du capitalisme au socialisme): la théorie décrit bien le fonctionnement d'une structure ou d'un régime dont les données sont stables (fonctionnement), mais a beaucoup de mal à expliquer le passage d'un régime à l'autre (mutation, métamorphose, révolution): La pensée théorique est alors obligée de faire la place à un régime de transition où elle hésite, puisque c'est un chaos dont on ne voit pas comment est-ce qu'il pourrait en sortir un nouvel ordre.

**19. La force est un agent économique:** parlant des méthodes de l'accumulation primitive, Marx écrit: "Quelques unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrèger les phases de transition. Et, en effet, la force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique" (*Le Capital*, Livre I, vol III, p. 193).

## ANNEXE 2. UNE THÉORIE DU POUVOIR MONDIAL

Pas de mondialisation sans pouvoir.....	19
L'État mondial existe: c'est l'État fédéral américain!.....	20
Le pouvoir mondial ne commande pas, il capte.....	20
Une théorie du politique mondial. Confusion entre richesse et puissance.....	21
Une théorie de la richesse mondiale: production et répartition.....	22
La mondialisation n'est possible que parce qu'elle existe déjà.....	22

*Pour alléger le texte principal, je regroupe dans cette annexe les observations concernant l'institution, le fonctionnement et la disparition du pouvoir mondial. Cette esquisse de théorie du pouvoir mondial sous tend l'ensemble du texte.*

Deux idées essentielles sont déjà exprimées au début du texte principal (p. 2):

1) le pouvoir caché: lorsque les structures ou les institutions paraissent marcher toutes seules, ce n'est pas que le pouvoir n'existe pas, c'est qu'une fois instituées les organisations, il les laisse tourner sous la menace permanente d'intervenir à nouveau pour renégocier les compromis ou imposer une nouvelle structure ou de nouvelles règles.

2) le pouvoir du leader ne lui vient pas de lui-même, mais du monde tout entier, grâce à la reconnaissance que lui accordent les partenaires subordonnés. Il est, pour ainsi dire, l'opérateur d'une fonction collective.

### Pas de mondialisation sans pouvoir

Charles Kindleberger (1973) écrit qu'un ordre mondial ne tient que s'il est dirigé par une puissance exerçant une "responsabilité stabilisatrice". La multipolarité, souhaitée par certains dirigeants européens est, hélas, risquée. Une sorte de "loi de la puissance" (*Das Gesetz der Macht*, comme le dit le titre d'un grand livre de Friedrich Wieser) fait qu'en cas de vacance du pouvoir, ou de déstabilisation du leader, plusieurs prétendants se pressent pour lui arracher le sceptre du monde, déclenchant une guerre de succession qui peut durer longtemps. La succession de Londres a duré trois quarts de siècles marqués par deux guerres effroyables, l'installation de régimes totalitaires barbares, une crise économique unique par son ampleur et par sa gravité. Une nouvelle guerre de succession risquerait de coûter cher à l'humanité.

L'enjeu n'est pas seulement la *stabilité* de l'hégémonie mondiale, mais *l'existence même* de l'économie mondiale. En effet, il n'est pas de mondialisation sans pouvoir. L'unification de l'économie mondiale par "absorption" des autres économies monde est le fait de l'Angleterre qui a su profiter de la surpuissance conférée par la révolution industrielle. L'instabilité, le désordre et le chaos des années 1920 et 1930 est lié au refus des États-Unis d'assumer le leadership qui leur revenait, bien que les hommes d'affaires et banquiers américains aient consacré leur énergie à éliminer la Grande Bretagne de ses positions fortes (lire à ce sujet l'analyse de Richard Farnetti (1994, chap. 5 p. 109).

La mondialisation ne s'opère jamais spontanément, mais sous la bannière d'un leader, jadis simple Cité-État (Venise, Gênes), puis État léger et libéral (hollandais, anglais), mixte d'État territorial et de cité État, enfin l'État fédéral américain placé à la tête d'un énorme territoire et d'un immense peuple. Braudel a raconté comment les institutions originales inventées par les Cités-États souveraines de l'Italie du nord se sont peu à peu transfusées dans les États-nations en formation au début des Temps modernes, qu'il appelle "États territoriaux", et qui finissent, au bout de plusieurs siècles, pas s'imposer aux États-cités. Dans tout les cas l'État leader est un État comme les autres, bien que plus agile, plus rapide, et finalement plus fort. Comme par hasard, le leader d'une économie-monde des temps médiévaux et modernes est en même temps celui qui noue les coalitions et se place à la direction du réseau international des États; c'est par lui que passe la question de la guerre ou de la paix entre les nations

### **L'État mondial existe: c'est l'État fédéral américain!**

Nous avons beaucoup de mal à nous représenter le politique mondial parce que, prisonniers des cadres mentaux de ce que j'appelle la "théorie étatique de la connaissance" (1989, p. 17), nous identifions la "sphère" politique à l'institution d'État (c'est le cas de la TR). C'est pourquoi nous n'admettons pas l'existence du politique mondial tant que nous n'aurons pas sous les yeux un État mondial. C'est une erreur! L'État mondial existe déjà: c'est l'État fédéral américain! L'État US se présente tantôt comme l'État-nation américain préoccupé, comme jadis les États territoriaux et nationalistes décrits par Heckscher, de faire valoir uniquement sa richesse et sa puissance, et tantôt comme le leader du monde occidental.

Il y a une dualité dans le pouvoir exercé par l'État US: d'un côté, pouvoir national, instance politique officielle de la nation américaine; de l'autre, pouvoir-service collectif, car la fonction internationale du pouvoir est un service collectif mondial qui sert à tout le monde. Cependant, cette dualité n'existe que pour les partenaires, car les dirigeants américains n'en ont guère conscience: ce qui est bon pour l'Amérique est forcément bon pour le monde qu'elle a en charge. En dépit des apparences contraires, cette fonction internationale prévaut sur sa fonction nationale; l'État-nation américain est subordonné à l'État international virtuel dont il est le tenant-lieu; et le maintien de l'ordre mondial garantit le maintien du leadership US, puisque toute désagrégation du premier entraînerait une disparition du second (20). Le leadership anglais n'a pas survécu longtemps à l'effondrement de l'ordre mondial du 19<sup>e</sup> siècle (la pax britannica, l'étalon-or, etc.). Voilà pourquoi le politique mondial existe, en partie du moins, dans la politique américaine concernant le monde.

### **Le pouvoir mondial ne commande pas, il capte**

Comment se fait-il qu'un État nation puisse commander aux autres? La réponse, c'est qu'il ne les commande pas. Il n'est pas au sommet d'une hiérarchie, mais au centre d'un réseau dont le pouvoir est de nature complexe, que la science politique traditionnelle, obsédée par l'État, n'éclaire pas. Une théorie de l'économie mondiale suppose une théorie du pouvoir mondial, comme l'ont compris les théoriciens de l'économie politique internationale.

Braudel montre bien comment s'exerce le pouvoir d'une ville-monde sur l'économie-monde qu'elle dirige: moins par la force militaire, que par l'attraction énigmatique qu'elle exerce sur les acteurs de cette économie-monde, et même au delà, sur ceux d'autres économies-monde. Et l'atout majeur d'une ville-monde pendant ces siècles où l'esprit européen est corseté par une religion rigide ou déchiré par des guerres de religion sanglantes, c'est la tolérance, l'ouverture d'esprit, la capacité à accueillir les marginaux et exclus, comme les Juifs portugais au 16<sup>e</sup> siècle ou les protestants français au 17<sup>e</sup>. Une ville ne peut attirer les flux marchands si elle n'accueille pas les flux humains; elle ne peut être carrefour marchand et financier si elle n'est carrefour culturel, point d'attraction de cette "matière spirituelle" dont parlait Marcel Mauss; voilà pourquoi Paris, jamais, n'a été une ville-monde (au sens braudélien), car elle était trop dans la main d'un roi aux vues religieuses étriquées; et voilà pourquoi le terme de "leader" semble bien adapté à cette fonction.

---

**20. Le maintien de l'ordre international** conditionne le maintien de la puissance leader. Kindleberger écrit, à propos de la crise des années trente: "lorsque chaque pays se préoccupa de protéger ses intérêts nationaux, l'intérêt général à l'échelle mondiale disparut dans un gouffre, et avec lui tous les intérêts nationaux" (Kindleberger, 1973, p.300). Cette formule concise résume parfaitement la contrainte qui restreint la liberté d'action du leader: s'il ne réussit pas à capter l'assentiment des membres de la communauté internationale, celle-ci se désagrège et disparaît en tant que communauté, et avec elle, le leader lui-même.

**ANNEXE 2. Une théorie du pouvoir mondial**

Pour comprendre comment fonctionne le pouvoir mondial, il faut donc faire appel à des catégories nouvelles, à des métaphores tirées d'un univers liquide et non pas juridique, solide et bien délimité: flux, courants, influences, fusion, diffusion, transfusion, absorption... Le *captage des flux* est la catégorie principale (Fourquet, 1982; 1989, p. 23). Une force mondiale n'est dominante que parce qu'elle capte l'énergie des forces dominées, c'est-à-dire en dernière analyse l'énergie ou la puissance du monde tout entier.

Ce captage n'exige pas nécessairement une adhésion à des valeurs ou une attraction affective; il fonctionne aussi de manière impersonnelle comme l'effet de réseau décrit par Shapiro et Varian (1999): le leader d'une industrie informationnelle est celui qui réussit à attirer suffisamment de clients pour "imposer son standard"; en fait il n'impose rien, ce sont les gens qui en disposent et l'adoptent ou non. A la base de cette structure de réseau fonctionne un processus que Jean-Paul Sartre, jadis, a analysé avec le concept de "série" (1960, p. 308 et suivantes): *l'effet de sérialité* fait que chacun s'aligne sur la majorité pour ne pas être écarté ou exclu d'un accès à un réseau qui le branche, l'informe et le nourrit; il ne peut faire autrement (sur les implications de l'accès, cf. Jeremy Rifkin, 2000). La monnaie et la langue mondiales illustrent ce processus: on n'a pas besoin de partager les valeurs américaines pour se servir du dollar ou pour parler anglais; même les pires ennemis des États-Unis participent au financement du déficit US rien qu'en achetant du dollar, ou au rayonnement de la langue anglaise rien qu'en parlant anglais: ils ont besoin du premier pour circuler et de la seconde pour communiquer. Ils ne peuvent faire autrement.

**Une théorie du politique mondial. Confusion entre richesse et puissance**

Une remarque de Jean-François Vidal mérite réflexion: au 19<sup>e</sup> siècle, écrit-il, "l'économie internationale s'est autonomisée du politique avec la période de libre-échange entre 1860 et 1880" (AR 1998 p. 91 ). Or, le politique existait bien, non pas dans des politiques économiques nationales, mais dans le système de pouvoir mondial, dont l'exercice complexe vient d'être évoqué. Ce système de pouvoir, animé par l'Angleterre, fondé sur un effet de sérialité, est justement ce qui a rendu possible l'étalon-or en tant que système monétaire international (et pas au sens seulement technique de la parité et de la convertibilité-or). Il n'y avait pas d'autre institution internationale que l'Etat britannique, la Banque d'Angleterre, le traité de libre échange avec la France et l'Allemagne, etc. *C'était ça, le politique mondial!* Il n'y avait rien d'autre! Et nul ne pouvait s'en "autonomiser"! Tout en était imprégné, même à l'autre bout du monde! Dès lors il paraît difficile de conclure, comme J-F. Vidal, qu'il ne faut pas exagérer le poids du pouvoir et du politique, comme le ferait Susan Strange (ib° p. 98); cette appréciation suppose que le politique soit identifié à l'Etat national.

Le pouvoir mondial est l'autre face de la richesse mondiale; on ne peut les séparer; il n'y a pas d'économie sans pouvoir, ni d'économie sans politique, ni au plan national, ni au plan international. Rapport d'intérêt et rapport de pouvoir sont un seul et même rapport. C'est pourquoi je ne peux pas souscrire à la dichotomie systématiquement pratiquée par la TR quand elle établit une correspondance biunivoque entre richesse et "sphère" économique d'un côté, pouvoir et "sphère" politique de l'autre (entre autres: Boyer 2002, p. 543; Kébabdjian AR 1998, p. 103). Comme s'il n'y avait pas de pouvoir dans l'économie ni de richesse dans le pouvoir! Dans les faits il sont mélangés, c'est la bouteille à l'encre, et il est vain de vouloir les séparer, et trompeur de les représenter comme deux "sphères" distinctes, c'est-à-dire deux structures, deux objets extérieurs l'un à l'autre, comme le fait souvent la TR: il est impossible dès lors de comprendre leur rapport autrement que comme un rapport extérieur de dépendance, en espérant que ces machines structurales arrivent quand même à fonctionner ensemble.

À l'échelle du monde, lorsqu'on se situe à un poste d'observation d'où il est possible d'apercevoir la planète entière dans sa plus longue durée possible, richesse et puissance se confondent en un seul phénomène de "richesse/puissance", comme l'avaient vu les anciens économistes avec leur expression figée "wealth and power"; Smith, ignorant comme il le fait souvent l'apport de ses précédentes, les a séparés en réduisant le pouvoir au pouvoir d'achat (Fourquet 1989, notamment le chap. 7 "Valeur et puissance", p. 128).

### Une théorie de la richesse mondiale: production et répartition

Le pouvoir n'est pas une propriété de telle ou telle institution; c'est une réalité ou plutôt une énergie diffuse et insaisissable qui n'appartient à personne et n'existe qu'à l'échelle du monde; et chacun, chaque institution, chaque pays y participe selon sa position dans l'ordre mondial et son ouverture/fermeture par rapport aux flux du monde. Il en est de même de la richesse: la richesse est un tout mondial, c'est le résultat global - c'est le cas de le dire - de l'activité de tous, du plus humble paysan du Bangla Desh jusqu'au PDG de Ford ou d'IBM. La *production* de la richesse est mondiale; sa *répartition*, par contre, s'effectue au gré des rapports de forces entre les acteurs du monde, dont, entre autres, les États-nations; le PIB par pays donne l'illusion que chaque pays produit une quantité donnée et l'apporte au pot commun du PIB mondial; il n'en est rien; comment apprécier l'apport de chacun dans ce fouillis, ces entrelacs de relations productives et commerciales qui traversent et subvertissent toutes les frontières du monde? (21) Par contre, le captage de cette richesse et l'enregistrement de ses résultats sur les comptes du monde sont, eux, effectivement nationaux. Ainsi, à son origine même, toute richesse est puissance; et l'économie mondiale est entièrement et directement politique, comme j'ai eu l'occasion de l'écrire (1997).

### La mondialisation n'est possible que parce qu'elle existe déjà

Il n'y a mondialisation effective que sur fond d'un milieu commun déjà existant. De même qu'on ne peut unifier des monades sans lien, dispersées et hétérogènes, de même aucun leader mondial ne peut unifier, par la force ou par l'attraction, des économies nationales ou des économies-monde qui seraient sans rapport. La mondialisation n'est possible au niveau institutionnel que sur fond d'une mondialité déjà existante à un niveau subtil, mais néanmoins réel, par exemple une idée, une représentation, une aspiration, un désir, une information etc. qui n'est pas (ou rarement) enregistré par l'historiographie. Par "institutionnel", j'entends ce qui est matériel est visible: flux marchands, monnaie, techniques, pratiques, institutions etc.

Il existe un paradoxe dont voici l'énoncé le plus ramassé: «la mondialisation n'est possible que parce qu'elle existe déjà en quelque manière». Oui, cet énoncé viole le principe de non contradiction (alors, elle existe ou pas, cette mondialité? pourrait-on s'exclamer avec raison). Il évoque cette idée de Marx dans sa superbe préface de 1859: "l'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, car il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir" (Marx, 1859 p. 4). Ce qui existe déjà n'est pas une matérialité productive mais ce que Marcel Mauss appelait une "matière spirituelle", celle qui s'échange entre clans et tribus dans la circulation universelle du "donner, recevoir, rendre". 🍏

---

21. **Production et répartition de la richesse à l'échelle du monde.** Michel Aglietta entr'aperçoit le problème dans sa postface du livre de 1976, mais n'en tire pas, je crois, les conclusions qui s'imposent (1976, p. 443).